



MAINTENONS LA PRESSION POUR LE RETRAIT DU PLAN SOCIAL EN ILE-DE-FRANCE

Pendant que Macron et Pénicaud réduisent les protections des travailleurs à néant avec leurs ordonnances, la directrice régionale avance sur son projet de plan social à la DIRECCTE (plus de 80 postes supprimés dans tous les services).

Partout nos services sont au bord de l'asphyxie, mais les directeurs départementaux planchent d'ores et déjà sur les projets de redécoupage de sections et de réorganisation des services pour les adapter aux objectifs de suppressions de postes : groupes de travail ici, premières annonces là... avec une application prévue au 1^{er} janvier 2018.

A l'appel unanime des syndicats du ministère du travail, les agent/es d'Île-de-France sont, depuis le mois de mai, entrés dans l'action : rassemblement de 300 agent/es à la DIRECCTE suivie d'une occupation le 18 mai, manifestation nationale le 20 juin, interpellation des directions départementales, cortège massif lors de la journée interprofessionnelle du 12 septembre... Nous devons continuer sur cette lancée !!

Les suppressions de postes, le sous-effectif chronique, ne sont pas une fatalité. Ce sont les conséquences de choix politiques que nous pouvons faire changer. Personne ne veut du plan social de Mme Cherubini. Mais pour l'arrêter, nous devons manifester ce refus toutes et tous ensemble, lui faire comprendre que les services ne vont pas continuer à fonctionner comme si de rien n'était.

Aucun poste ne doit être supprimé ! Il faut des recrutements pour pourvoir tous les postes vacants et créer des postes pour assurer correctement nos missions de service public au service des travailleurs, avec ou sans emploi.

A l'initiative des agent/es de Paris, Seine-St-Denis, Val-d'Oise, Val-de-Marne, Yvelines, Seine-et-Marne, réunis en assemblée générale le 21 septembre, nos syndicats appellent les agent/es de tout service et toute catégorie :

- à ne participer à aucun groupe de travail ou réunions ayant pour objet de supprimer nos postes et dégrader nos conditions de travail
- à faire tourner dans les services des appels et pétitions exigeant le retrait du plan social
- à constituer une caisse de grève et à y contribuer pour soutenir nos actions dans la durée
- à se rassembler le mardi 3 octobre à la DIRECCTE à Aubervilliers pour exiger de la directrice régionale qu'elle renonce une fois pour toute à son projet.

RETRAIT DU PLAN SOCIAL !

**RECRUTEMENTS D'URGENCE POUR POURVOIR LES POSTES
VACANTS DANS TOUS LES SERVICES !**

MARDI 3 OCTOBRE - 14h00

RASSEMBLEMENT à la DIRECCTE à Aubervilliers

RDV à la cafétéria, 3^e étage

3 heures d'information syndicale seront déposées